

Propos sur la défense

ILS ONT DIT....

« Nous n'en avons pas fini avec la guerre »

Général de division Vincent Desportes,

commandant du Centre de doctrine d'emploi des forces (CDEF) du ministère de la défense

Interview donnée au Monde le 27 avril 2008, propos recueillis par Laurent Zecchini

Où en est selon vous la réflexion sur le rôle que doit jouer la France dans le monde ?

La prise de conscience d'une évolution de l'environnement international s'effectue en France avec retard parce que, situés au bout de la péninsule indo-européenne, nous nous sentons globalement en sécurité. Les Français ont de plus en plus de mal à faire le rapport entre l'effort de défense et leur propre sécurité, qui leur paraît un acquis. Le revers de la médaille du succès de l'Europe, c'est que les générations actuelles ne réalisent pas que si nous vivons dans cette situation de sécurité, c'est parce que nous avons réussi à écarter la menace par la défense. Je crois que si nous ne nous occupons pas davantage de défense, cette bulle artificielle de sécurité va éclater. Le risque sera alors que nous soyons devenus incapables d'assurer nous-mêmes notre propre sécurité.

Faut-il pour autant tomber dans un discours alarmiste sur les risques ?

Non, bien sûr, mais on ne peut ignorer un double phénomène : premièrement, la violence se répand dans le monde, les crises et les affrontements armés, même s'ils sont à plus petite échelle, se multiplient. Deuxièmement, les dépenses de défense s'accroissent partout, sauf en Europe. Il y a une espèce d'autisme européen, qui ferme les yeux devant l'évolution guerrière du monde. Il y a un autre phénomène, les armées européennes sont dans leur majorité des armées professionnelles, et ce qu'on avait pu craindre en 1996 s'est produit : les Français sont moins intéressés par les problèmes de défense depuis que leur armée a été professionnalisée, et le lien entre l'armée et la nation s'est fragilisé.

Dans votre livre La Guerre probable (éd. Economica, 2007), vous dites que les armées ont de plus en plus pour mission de rétablir les « contrats sociaux ».

Nous devons prendre conscience que nous sommes sortis de la parenthèse du XXe siècle, au cours de laquelle il y avait une sorte d'équivalence entre l'efficacité militaire et la destruction. Or c'est une dérive : à l'époque de la conquête coloniale, nos grands anciens, comme les maréchaux Lyautey et Gallieni, savaient que l'important n'était pas de détruire, mais bien de construire avec les élites locales le nouveau cadre politique leur permettant de remplir leur mission.

Si les soldats doivent assumer un rôle humanitaire, ne doivent-ils pas recevoir une formation différente de leur formation traditionnelle ?

Cela demande surtout une formation complémentaire. La guerre n'abandonne jamais un espace qu'elle a conquis : cela veut dire que nous ne devons pas abandonner les formes de guerre que nous savons faire, parce qu'elles peuvent revenir. Nous devons former et entraîner nos soldats pour les guerres conventionnelles « d'hier », et en même temps pour les guerres nouvelles. Par ailleurs, nous autres soldats savons bien qu'il n'y a pas de « soldats-humanitaires », il n'y a que des soldats, avec une mission. C'est ce que, sur le terrain, on appelle le « paradigme de la réversibilité » : il faut être capables d'utiliser nos armes avec la plus grande violence, et, en même temps, de porter secours aux populations civiles.

En Irak, les soldats américains ont eu bien du mal à s'adapter à cette « réversibilité »...

Le conflit irakien marque un tournant dans la compréhension occidentale, notamment américaine, de la guerre. Les Américains ont fait considérablement évoluer leur doctrine stratégique depuis leurs difficultés en Irak. Ils ne se préoccupaient pas du « day after », de l'après-guerre, parce qu'il s'agissait avant tout de vaincre. Il y a eu aussi cette très dangereuse interprétation américaine de la « révolution dans les affaires militaires », selon laquelle la technologie pouvait directement produire des résultats politiques.

Nous savons que c'est faux, comme les exemples de l'Irak, de l'Afghanistan ou du Liban le montrent : la technologie ne produit pas d'effet politique. Ce qui est mort aussi en Irak, c'est l'idée qu'il y avait des victoires militaires rapides qui pouvaient conduire à des résultats durables. Nous avons compris que le résultat militaire ne conduit plus directement au résultat stratégique. Parce que l'Amérique est la puissance dominante, nous avons suivi ce courant de pensée. Mais les difficultés que rencontrent aujourd'hui les armées occidentales montrent bien qu'il est urgent désormais de penser la guerre autrement.

Les opinions occidentales sont-elles prêtes à accepter l'idée que leur tranquillité dépend de guerres qui se déroulent dans l'Hindu Kuch ?

C'est la difficulté. Il appartient aux politiques et aux stratèges de marteler qu'il existe un lien fort entre ce que j'appellerai nos " batailles de l'avant " et notre sécurité intérieure. Hier, c'était assez facile, puisque l'adversaire était juste de l'autre côté des frontières. Aujourd'hui, les théâtres où nous devons intervenir sont loin du territoire national. Les Français doivent comprendre qu'il est bien plus aisé d'éradiquer les sources de violence à l'étranger que d'essayer de combattre celle-ci dans nos rues, nos quartiers et nos villes, si nous la laissons parvenir jusqu'à nous.

Vous n'êtes pas très éloigné de la conception américaine qui consiste à projeter la sécurité des Etats-Unis à travers le monde. Est-ce une sorte de « droit d'ingérence sécuritaire » ?

C'est une question de fond, car on voit bien que la limite est difficile à trouver. Quel est notre droit à intervenir ? Je crois à la " prévention active ", qui empêche la violence de se répandre. Et puis, par

rapport à la morale du monde, la prévention est plus défendable que l'action répressive. Quant à la légitimité, c'est une question qui est davantage d'ordre moral : quand a-t-on le droit d'intervenir sachant que, dans un premier temps, l'intervention veut dire plus de violence, de morts et de destructions ? Ce que disait saint Thomas d'Aquin est toujours vrai : on a le droit d'intervenir si on est à peu près persuadé, en son âme et conscience, que le bien à venir est supérieur au mal passager que l'on va créer.

C'est la « guerre juste » ?

Non, je crois que le concept de " guerre juste " est dangereux, parce qu'elle suppose une dissymétrie morale entre celui qui intervient et son adversaire. Cette dissymétrie est porteuse du pire. Les guerres conduites pour des buts moraux deviennent rapidement des guerres absolues utilisant des moyens absolus. Mais c'est vrai que, dans la culture stratégique américaine, la notion de " guerre juste " est fondamentale. Ce n'est pas étonnant, parce que les Etats-Unis sont une nation foncièrement " morale ", le droit d'intervention y étant d'abord moral avant d'être politique. Les puissances européennes, davantage habituées aux querelles de voisinage, ont des perceptions plus " politiques " que " morales ".

La multiplication des crises entraîne un accroissement des opérations extérieures. C'est le moment où, en France, on s'oriente vers une réduction des effectifs. Est-ce cohérent ?

Je ne pourrais pas comprendre qu'on affiche une ambition pour la France et qu'en même temps nous ne donnions pas l'exemple en ne maintenant pas notre effort de défense. La voix de la France, en Europe en particulier, ne sera entendue que si elle montre l'exemple. Si, à la fin du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, les capacités d'action militaire se trouvaient fortement réduites, de quel droit la France pourrait-elle exhorter ses partenaires à s'engager avec elle dans une défense atlantique et européenne renforcée et restructurée ?

Que demandent l'OTAN et les Américains à la France en Afghanistan ? Pas des gadgets électroniques, mais des troupes sur le terrain, c'est-à-dire de prendre une part du risque humain et du risque politique, au profit de l'effort commun. Que vaut le siège de la France de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies ? Hier, cela se mesurait essentiellement par le poids nucléaire

stratégique, parce que le feu nucléaire était la mesure du poids politique. Aujourd'hui, ce qui compte, c'est la capacité d'efficacité politique des nations, donc celle de pouvoir déployer rapidement des troupes efficaces sur le terrain, là où se règlent les crises. Il faut prendre garde aux effets de seuil. Si les effectifs diminuent en deçà d'un certain seuil, on devient vite une armée de deuxième rang.

Les militaires sont inquiets à propos du Livre blanc : ils ont le sentiment que c'est un exercice piloté depuis l'Elysée, sans véritable débat...

On aurait pu imaginer que les militaires seraient davantage représentés à la commission du Livre blanc. Je ne peux, d'autre part, que constater qu'il n'y a pas véritablement de débat en France sur ce sujet. Or la démocratie appelle un tel débat. Une réforme de ce type doit reposer sur une vision. La vision gaullienne des années 1960, c'était l'indépendance et la dissuasion, l'une étant la condition de l'autre. En 1994, lors du précédent Livre blanc, la vision était celle de la professionnalisation et de la projection des forces. Aujourd'hui, on voit moins se dessiner une telle vision d'ensemble. J'espère qu'elle va se manifester, parce que, s'il n'y a pas de vision globale, nous aurons de grandes difficultés à faire adhérer la population française et les armées au modèle d'armée rénové qui va émerger du Livre blanc. On risque même d'avoir une réaction négative de la communauté militaire, avec le risque d'une politisation d'une institution qui y a jusqu'à présent échappé.